

EDF et le modèle Gazprom



**LA CHRONIQUE
D'ÉRIC LE BOUCHER**

Le 12 septembre, Nicolas Sarkozy émettait beaucoup de réserves sur la nomination d'Henri Proglio à la tête d'EDF. Qu'il conserve une présidence chez Veolia paraissait au président de la République incompatible avec la direction du groupe public. Le rapprochement des deux ensembles d'électricité et d'environnement était l'inverse de ce qui avait été exigé de Suez pour épouser GDF. Enfin, Veolia était endetté, EDF devait emprunter pour investir, financièrement l'opération ne lui paraissait pas intéressante.

Quatre jours plus tard, Nicolas Sarkozy vantait au contraire à ses interlocuteurs l'arrivée d'Henri Proglio à EDF. Le chef de l'Etat avait été retourné par une offensive menée, à ce qu'on peut savoir, par le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, par Jean-Louis Borloo, par la CGT et par Henri Proglio lui-même. Le postulant a su vendre sa « vision » du nucléaire français, un atout fondamental du pays gâché à cause de l'éclatement des opérateurs et d'un total manque de leadership. EDF doit redevenir « le chef de file » en France et à l'étranger.

Henri Proglio est un gestionnaire incontestable, son nom ne soulève aucune protestation. Il n'en est pas de même de la manière dont fut faite cette nomination et, surtout, de son projet.

La manière, parce que le chef de l'Etat a été retourné alors que ses objections de départ étaient fondées et que seule la première (la double présidence) a reçu une réponse : le président d'EDF a promis qu'il ne consacrerait qu'« une heure et demie » par semaine à Veolia. La situation financière est passée sous silence et surtout le rapprochement eau-électricité n'est pas interdit.

Le projet surtout. Ce qui a séduit Nicolas Sarkozy est la musique de « l'impératif industriel ». Le président aime les usines, il cherche à « défendre » l'industrie et à tourner la page du libéralisme, en particulier celui « imposé » par Bruxelles. Il a cherché une alliance avec Angela Merkel, jusqu'ici sans succès, pour peser sur l'idéologie communautaire et en (re)venir à une « politique industrielle » qui se soucie moins de l'ouverture des frontières et de la concurrence et plus des entreprises championnes européennes et des

emplois. C'est une revendication lourde chez lui et, justement, Henri Proglio lui propose de la mettre en œuvre dans un secteur décisif : l'énergie. Celui-ci, ainsi adoubé sur le fond par l'Elysée, se lance avant même d'être nommé à détailler « sa grande ambition » : industrielle en voulant démanteler Areva pour récupérer la construction des réacteurs nucléaires (il a modifié ensuite son opinion) et commerciale en annonçant qu'il allait faire rempart contre la libéralisation du secteur.

Ce projet, comme globalement le désir d'une politique industrielle sarkozienne, a du sens. Il n'est pas prouvé en effet que la libéralisation ait fait baisser les prix pour l'utilisateur ou qu'elle finira par le faire. Il n'est pas prouvé qu'elle renforce les industriels au-delà de l'enrichissement de jeunes entrepreneurs malins. Comme dans les télécommunications ou les chemins de fer, autres industries de réseau, la bonne distribution de la

La politique énergétique française mérite un vrai débat.

rente, entre consommateurs, investissements et actionnaires, mérite des réexamens objectifs.

Mais faut-il pour autant rebasculer dans le monopole ? La réponse est certainement non. L'énergie va vivre une révolution, produite plus localement, avec beaucoup d'innovations, de façon plus renouvelable, avec des distributions intelligentes. Dans ce cadre, il vaudrait mieux que la France s'inspire plutôt de la Californie (1) que de Gazprom, le géant qui tire sa force de sa taille et de sa complicité avec le pouvoir politique.

La politique énergétique française mérite un débat d'une beaucoup plus grande ampleur qu'aujourd'hui. En outre, les contradictions gouvernementales sont évidentes : si EDF veut s'intégrer vers l'amont pourquoi désintégrer, en clair casser en deux, Areva T&D, la filiale de « distribution intelligente » ? Qu'il y ait besoin d'un « chef de file » dans les exportations, oui. Mais pourquoi EDF serait-elle toujours la mieux placée ? Agir ensemble, oui. Mais à condition que ce « pack français » ne fasse pas peur. Et parfois agir séparément pour ne gagner qu'une part du marché est mieux que tout perdre. L'énergie, un atout de la France ? Oui. Mais nous ne sommes plus en 1975, le monde est beaucoup plus innovant et complexe.

Eric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux-Les Echos ».

(1) « Les Pionniers de l'or vert », Dominique Nora, Grasset.